

Questions orales

• (1420)

Le premier ministre va-t-il convoquer immédiatement une conférence des premiers ministres sur l'économie, comme le demandent les trois premiers ministres?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le ministre des Finances aura deux journées de consultation intensives, les 12 et 13 décembre, avec les ministres provinciaux des Finances, précisément pour discuter de questions économiques.

Par ailleurs, j'ai des rencontres bilatérales avec les premiers ministres Bourassa et Rae. Je rencontrerai aussi les premiers ministres Romanow, Harcourt, Getty et Wells la semaine prochaine, et je m'assurerai de consulter tous les premiers ministres au cours de cette période.

Je tiendrai certainement compte de leurs opinions, ainsi que de celle du ministre des Finances une fois qu'il aura rencontré ses homologues provinciaux et qu'il m'aura fait part de l'utilité d'une telle rencontre.

Par conséquent, je serai heureux de fournir plus de précisions à mon ami dès que ces rencontres auront eu lieu. Nous ferons évidemment ce qui est dans l'intérêt du Canada.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, à la lumière des nouvelles que nous avons à l'heure actuelle à l'effet, par exemple, que 650 000 Canadiens et Canadiennes doivent compter sur les banques alimentaires pour leur pain quotidien, ces gens-là ne peuvent plus attendre. Et à la lumière du fait que la semaine dernière, le premier ministre a eu l'occasion de rencontrer le premier ministre de l'Ontario, et après la rencontre qu'il a eue avec le premier ministre, il a demandé de convoquer une conférence, le premier ministre ne juge-t-il pas qu'il serait maintenant opportun de montrer un intérêt très vital vis-à-vis le malheur de ces gens qui doivent avoir recours aux banques alimentaires dans un pays comme le Canada? Est-ce qu'il ne serait pas temps de leur donner un peu d'espoir en réunissant tous les premiers ministres pour trouver une solution à la récession?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je veux, bien sûr, leur donner de l'espoir, mais pas un espoir qui s'avérerait faux à la suite de tout cela. À ce jour, les taux d'intérêt au Canada sont à la baisse; le taux d'inflation est à la baisse; le FMI et l'OCDE indiquent que l'an prochain le Canada sera le numéro 1 en terme de croissance économique de tous les

grands pays industrialisés du monde. Donc, il y a des signes d'encouragement malgré certaines difficultés que l'on connaît. Alors, le contrôle des dépenses au niveau provincial, les emprunts au niveau provincial y sont pour beaucoup.

Même si nous avons une rencontre, je vais examiner très attentivement, avec les premiers ministres, en public, le taux de croissance de leurs dépenses et de leurs emprunts par rapport au gouvernement fédéral. Je pense que vous verrez que le gouvernement fédéral exerce un rôle de grand leadership dans ce domaine, et si on peut inciter les provinces à nous suivre, la reprise économique déjà annoncée sera plus forte et plus durable.

[Traduction]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le problème avec le gouvernement actuel est que depuis deux ans celui-ci nous répète que la récession sera de très courte durée. La récession en est à sa deuxième année; en fait, cette deuxième année est pratiquement terminée. Le mois dernier, environ 145 000 personnes, dont près de la moitié était des enfants, se sont rendues dans des banques alimentaires, à Toronto seulement.

Quand le gouvernement cessera-t-il de lutter contre l'inflation et regardera-t-il l'envers de la médaille? Les Canadiens ont besoin d'emplois afin de cesser d'aller dans les banques alimentaires. Quand le gouvernement arrêtera-t-il de lutter contre l'inflation pour essayer plutôt de trouver des emplois à ces personnes?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je rappelle au leader de l'opposition que 108 000 emplois ont été créés en septembre et en octobre. L'indice composé publié aujourd'hui par Statistique Canada fait état d'une sixième augmentation consécutive. Cet indice est une mesure globale de l'économie; il tient compte d'une dizaine de composantes, depuis les valeurs mobilières jusqu'aux meubles.

Il convient aussi de noter que même si la croissance n'a pas été aussi marquée que nous l'aurions souhaité au cours du troisième trimestre, celle-ci s'est chiffrée à 5,2 p. 100 dans le secteur de la fabrication des biens. Je pense que c'est là un signe encourageant, de même que l'augmentation de 17,2 p. 100 dans les investissements résidentiels, l'augmentation du nombre d'emplois, ainsi que la baisse continue des taux d'intérêt et du taux d'inflation, qui assurera une sécurité aux personnes à revenu faible ou à revenu fixe.